

Arrêté N° 2025_04340_VDM

SDI 18/0069 - ARRÊTÉ DE MAINLEVÉE DE PÉRIL IMMINENT N°2018 00835 VDM
3A RUE D'HOZIER - 13002 MARSEILLE

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2131-1, L2212-2, L2212-4 et L2215-1,

Vu les articles L511.1 et suivants ainsi que les articles L521.1 à L521.4 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R511.1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R531-1, R531-2 et R556-1 du Code de justice administrative,

Vu l'arrêté n° 2023_01497_VDM du 23 mai 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Patrick AMICO, adjoint en charge de la politique du logement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté de péril imminent n° 2018_00835_VDM, signé en date du 17 avril 2018, qui interdit pour raison de sécurité l'occupation et l'utilisation du trottoir longeant sur un mètre de largeur la façade de l'immeuble sis 3A rue d'Hozier - 13002 MARSEILLE 2EME,

Vu le courrier d'information notifié le 20 juin 2018 à la société [REDACTED] ancien syndic de l'ancien syndicat des copropriétaires, préalablement à l'engagement d'une procédure de mise en sécurité prévu par les articles L511-10 et suivants du Code de la construction et de l'habitation,

Vu l'attestation, établie en date du 20 novembre 2025 par [REDACTED] représentant le bureau d'études [REDACTED]

[REDACTED] attestation transmise le 21 novembre 2025 au service Sécurité des Immeubles de la Ville de Marseille,

Vu le rapport de visite dûment établi par les services de la Ville de Marseille en date du 21 novembre 2025, constatant la réalisation effective des travaux mettant fin durablement au danger dans l'immeuble sis 3A rue d'Hozier - 13002 MARSEILLE 2EME,

Considérant l'immeuble sis 3A rue d'Hozier - 13002 MARSEILLE 2EME, parcelle cadastrée section 810C, numéro 0071, quartier La Joliette, pour une contenance cadastrale de 1 are et 16 centiares,

Considérant que le nouveau propriétaire de l'immeuble est [REDACTED]

Considérant que le gestionnaire de l'immeuble mandaté par le propriétaire est Monsieur [REDACTED]

Considérant que les travaux de second œuvre sont en cours de réalisation et qu'il est rappelé au propriétaire qu'avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location des locaux d'habitation, il devra être procédé à la réalisation préalable des travaux d'habitabilité rendus nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur,

Considérant qu'il ressort de l'attestation du bureau d'études structures [REDACTED] que les travaux de réparation pérenne ont bien été réalisés, via des confortements du plancher haut de la cave et de l'escalier et qu'aucune anomalie ou non-conformité n'a été relevée lors de la visite de constatation dans l'immeuble sis 3A rue d'Hozier - 13002 MARSEILLE 2EME,

Considérant que les visites des services municipaux en dates du 23 octobre 2024 et du 4 juin 2025 ont permis de constater la réalisation effective des travaux mettant fin à tout danger,

ARRÊTONS

Article 1

Il est pris acte de la réalisation des travaux de réparation pérenne, attestée le 20 novembre 2025 par le bureau d'études structures [REDACTED] dans l'immeuble sis 3A rue d'Hozier - 13002 MARSEILLE 2EME, parcelle cadastrée section 810C, numéro 0071, quartier La Joliette, pour une contenance cadastrale de 1 are et 16 centiares, appartenant, selon nos informations à ce jour, en toute propriété à [REDACTED]

[REDACTED] ou à ses ayants droits, gestionnaire de l'immeuble, mandaté par le propriétaire.

La mainlevée de l'arrêté de péril imminent n° 2018_00835_VDM, signé en date du 17 avril 2018, est prononcée et met fin à l'ensemble des actes liés à ladite procédure.

Article 2

L'accès à la totalité du trottoir longeant la façade de l'immeuble sis 3A rue d'Hozier - 13002 MARSEILLE 2EME est de nouveau autorisé.

Article 3

Le périmètre de sécurité installé par la ville de Marseille le 13 avril 2018, interdisant l'occupation du trottoir longeant la façade de l'immeuble est supprimé.

Il est rappelé qu'**avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location** des locaux d'habitation, il devra être procédé à la réalisation préalable des travaux d'habitabilité rendus nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié, sous pli contre signature ou par tout autre moyen conférant date certaine à la réception, au propriétaire et au gestionnaire de l'immeuble tel que mentionné à l'article 1 du présent arrêté. Ce dernier le transmettra aux ayants droit éventuels, **ainsi qu'aux occupants.**

Article 5

Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble.

Article 6

Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des Bouches-du Rhône, à la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence, à la Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, au Service de la Mobilité et de la Logistique Urbaine, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, et au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 7

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Patrick AMICO

Monsieur l'Adjoint en charge de la
politique du logement et de la lutte contre
l'habitat indigne

Signé le :

Signé électroniquement par : Patrick AMICO

Date de signature : 26/11/2025

Qualité : Patrick AMICO

